

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Lutte contre la
prolifération et justice
internationale/Partenariat
international contre l'impunité
d'utilisation d'armes chimiques -
Mexique/Liberté de la
presse/Condamnation de
l'assassinat du journaliste Juan
Carlos Huerta - Ukraine
(Paris, 16 mai 2018)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et la réponse suivantes :

1 - Lutte contre la prolifération et justice internationale - Partenariat international contre l'impunité d'utilisation d'armes chimiques (Paris, 18 mai 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, présidera le 18 mai une nouvelle session du partenariat international contre l'impunité de l'utilisation d'armes chimiques - dont il a souhaité réunir les Etats participants après l'attaque chimique qui a causé plusieurs dizaines de morts à Douma le 7 avril, après la publication du rapport de l'OIAC le 15 mai sur une attaque au gaz de chlore intervenue à Saraqeb le 4 février 2018 et après l'utilisation d'une arme chimique sur le territoire britannique à Salisbury le 4 mars.

Les Etats participants échangeront des informations sur ces incidents et les responsables impliqués dans le développement et l'utilisation de ces armes. Ils feront des propositions sur les réponses à apporter à cette situation exceptionnelle et ses implications pour le régime international de non-prolifération des armes chimiques. Les participants travailleront en particulier sur les moyens de créer un nouveau mécanisme d'enquête chargé d'établir des responsabilités lors de l'utilisation d'armes chimiques et de renforcer les capacités de vérification de l'organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Ils adopteront une série d'engagements destinés à renforcer leur coopération et à soutenir les travaux des organisations internationales, en particulier l'OIAC.

Cette réunion interministérielle sera précédée d'une réunion d'experts internationaux le 17 mai.

Le partenariat international contre l'impunité a été lancé à Paris le 23 janvier 2018. Il réunit aujourd'hui trente-trois Etats et organisations qui, par leur adhésion, ont exprimé leur refus de l'impunité de ceux qui développent et utilisent des armes chimiques. Ce partenariat est ouvert à tous les Etats qui souhaitent souscrire à ses objectifs, dans le cadre d'une coopération

permanente.

Pour plus d'informations : https://www.noimpunitychemicalweapons.org/-fr-.html

2 - Mexique - Liberté de la presse - Condamnation de l'assassinat du journaliste Juan Carlos Huerta (15 mai 2018)

La France condamne l'assassinat du journaliste mexicain Juan Carlos Huerta, abattu hier au moment où était commémoré le premier anniversaire du meurtre du journaliste Javier Valdez.

Nous présentons nos condoléances aux proches de M. Huerta et saluons le courage des journalistes qui risquent leur vie pour témoigner et informer.

La France réaffirme son engagement constant en faveur de la liberté de la presse et de la protection des journalistes. Les journalistes doivent pouvoir exercer leur métier en toute liberté, sans crainte d'être intimidés ou victimes de violence. Le respect de ces libertés et l'indépendance des journalistes et des médias constituent des principes essentiels de la démocratie.

C'est pour rappeler ces principes et pour rendre hommage à deux journalistes assassinés en 2017, Miroslava Breach et Javier Valdez, que l'Ambassade de France à Mexico a créé, avec l'Agence France Presse, le Prix "Breach Valdez". La première édition en a été décernée en mai 2018 à la journaliste Daniela Rea, pour son travail sur la question des disparitions et sur les conséquences sociales de la violence liée au narcotrafic.

Face aux menaces croissantes qui pèsent sur les journalistes et les médias, il est de notre responsabilité à tous d'oeuvrer pour assurer le plein exercice de la liberté de la presse et garantir la protection des journalistes.

Nous sommes mobilisés au sein des Nations unies (Conseil de sécurité, Assemblée générale des Nations Unies, UNESCO) et dans l'ensemble des enceintes internationales dédiées (OSCE, Conseil de l'Europe) pour défendre la liberté d'opinion et d'expression et lutter contre l'impunité de ceux qui la bafouent.

La France est en particulier active dans le cadre du groupe des amis sur la protection des journalistes au siège de l'ONU à New-York, qu'elle copréside, pour faire progresser le cadre normatif existant aux Nations unies. Nous avons soutenu la création d'un mandat dédié à la protection des journalistes auprès du Secrétaire général des Nations unies et nous poursuivons nos efforts en ce sens. Nous saluons enfin les efforts de l'UNESCO en faveur de la promotion de la sécurité des journalistes.

3 - Ukraine

Q - Mardi matin, plusieurs agents du SBU ont fait irruption dans les locaux abritant l'agence de presse russe RIA Novosti Ukraine à Kiev. L'intervention du SBU a eu lieu quelques heures après l'arrestation de Kirill Vychinski, chef du site RIA Novosti Ukraine. Le journaliste a été interpellé à 8h30, heure de Moscou (7h30 à Paris), à proximité de son domicile. Selon son chauffeur, des inconnus se sont jetés sur l'homme avant de le mettre dans une voiture et de l'emmener. L'appartement de l'autre journaliste de RIA Novosti a été perquisitionné. Pouvez-vous commenter cette situation ? Ne pensez-vous pas qu'il s'agit d'une atteinte à la liberté de la presse ?

R - Nous n'avons pas d'informations détaillées sur cette affaire./.